



Séance ordinaire du jeudi 31 mai 2018

L'an deux mille-dix-huit et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Caroline NAVARRE, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Catherine DARDE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Alex LARUE.

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Protection contre les inondations du ruisseau des Canaux sur la commune de Clapiers - Convention de gestion du barrage écrêteur de crue entre le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de la construction du collège François Mitterrand de Clapiers, le Département de l'Hérault a acquis de nombreuses parcelles, dont certaines nécessaires à la construction d'un bassin de rétention, dit bassin « Amont n°1 », destiné à protéger le collège contre les inondations du ruisseau des Canaux.

Ce bassin construit par le Département en 2011 a fait l'objet d'un arrêté préfectoral n°2009-1-2067 en date du 6 août 2009 portant sur l'autorisation des travaux. Cet arrêté préfectoral précise les obligations du propriétaire et gestionnaire de l'ouvrage en matière d'entretien et de surveillance. Le bassin a également été classé par arrêté préfectoral comme « barrage » de classe C, selon le décret n°2007-1735, puisqu'il protège une population comprise entre 10 et 1000 personnes.

Une convention a été signée en 2013 entre le Département de l'Hérault et la commune de Clapiers précisant les modalités d'entretien et de surveillance de l'ouvrage, la commune assumant à travers cette convention les obligations réglementaires pour le compte du Département.

En plus du bassin « Amont n°1 », un deuxième bassin, dit bassin « Aval », a été aménagé par la commune de Clapiers en 2010, et un troisième et dernier bassin, dit « Amont n°2 », sera prochainement construit sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole. Ces deux bassins sont autorisés et déclarés d'intérêt général pour un arrêté préfectoral n°2006-01-2643 en date du 9 novembre 2006.

Le bassin, dit bassin « Amont n°1 », s'intègre ainsi dans un dispositif d'aménagement plus large du bassin versant du ruisseau des Canaux comprenant au total ces trois bassins, et qui permettront de protéger certains enjeux urbains de la commune de Clapiers que sont le collège, le Nord du lotissement des Chênes et les quartiers plus au Sud, notamment Les Closades et le Hameau des Horizons. Ce système global de protection fera l'objet d'une procédure administrative dite de « régularisation d'ouvrages existants » à l'issue des travaux de construction du dernier bassin en application du décret "digues" n°2015-526 du 12 mai 2015. La gestion de ces bassins relève de la Métropole au titre de sa compétence GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations).

Le Département de l'Hérault est actuellement propriétaire de parcelles cadastrées section CC n° 35, 36 et 45 et section CB n° 43 et 223 d'une contenance totale de 37 106 m². Ces parcelles correspondent au terrain d'assiette du bassin de rétention « Amont n°1 » et leur propriété doit faire l'objet d'un transfert vers la Métropole dans le cadre de la nouvelle compétence GEMAPI.

Le Département et la Métropole sont d'accord sur le principe de transférer l'intégralité de l'ouvrage à la Métropole sous la forme d'un transfert de domaine public à domaine public. Ce transfert est sans contrepartie financière, les frais d'acte étant à la charge de la Métropole. Les modalités du transfert seront définies pour la Métropole par décision.

Dans l'attente du transfert effectif de l'ouvrage, dans le patrimoine de la Métropole, qui pourrait durer plusieurs mois, il convient d'établir une convention de gestion entre le Département et la Métropole afin d'assurer l'entretien et la surveillance du bassin durant cette période, conformément aux obligations réglementaires de l'arrêté n°2009-1-2067 en date du 6 août 2009. Au travers de cette convention et conformément à la prise de compétence GEMAPI, la Métropole se substituera aux obligations de la commune.

La convention précise la nature et la périodicité des opérations d'entretien des ouvrages ainsi que les modalités de surveillance de l'ouvrage en toutes circonstances, notamment en période de crue. La Métropole devra également réaliser les visites techniques approfondies et tenir à jour un registre de l'ouvrage.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention d'entretien et de gestion du bassin de rétention "Amont 1" situé sur la commune de Clapiers avec le Département de l'Hérault,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le
\$Delib.report.AIRS_CLI_RAP_DTE
_ACTE?date("dd/MM/yyyy")?
string.short}

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 6 juin 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180531-43415-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 06/06/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.